

M. M. Wolf

# Gouvernement wallon cherche ministres non candidats

## DI RUPO, DAERDEN, ANTOINE, têtes de liste. Entre Région et fédéral, les cœurs wallons balanceront-ils ?

C'est un record qui pourrait avoir les honneurs du *Guiness Book*. Huit ministres sur les neuf du gouvernement wallon (PS-CDH) sont candidats aux élections fédérales (voir notre infographie). Seul Jean-Claude Marcourt (Economie et Emploi) manque à l'appel du 10 juin.

Fait marquant, tous ou presque se retrouvent à des places éligibles. Pour preuve, les trois têtes de liste occupées par les trois principaux ministres de l'exécutif wallon : Elio Di Rupo (Haut) qui cumule aussi la casquette de premier ministrable, Michel Daerden (Liège) et André Antoine (Brabant wallon). Pas n'importe où : à la Chambre, exactement là où les enjeux politiques (en termes de rapport de force entre partis francophones s'entend) sont les plus importants.

Bref, qu'ils le veulent ou non, les ministres wallons sont bel et bien en campagne. Jusqu'au coup de semelle électoral qu'ils n'assument pas vraiment, cela dit. Préférant largement monter, voir démontrer, qu'ils travaillent. Comment ? En multipliant, ces dernières semaines, les gouvernements thématiques (climat, mobilité, emploi et forma-

tion, recherche et innovation...). Du concret, donc. Sans doute, mais surtout, si l'on veut bien se donner la peine d'analyser entre les lignes, l'occasion rêvée, pour chacun des ministres candidats, de s'offrir une jolie tribune légitimée par « *le travail sans relâche* » du gouvernement.

Autre vecteur relativement trendy : les actions surréalistes. On pense notamment à cette opération « Le nettoyage des routes, ça coûte un pont ! » montrant, du côté de La Louvière, Elio Di Rupo et Michel Daerden en glit-flo s'essayant à la manipulation des nouveaux engins acquis par le MET. Ou encore à cette annonce, par André Antoine, de modification de plans de secteur en... Brabant wallon.

Un léger parfum d'électoralesme flotterait-il dans l'air ? « Non, répond-on catégoriquement à la ministre présidente. *Ce n'est pas de la communication. Le gouvernement ne tourne pas au ralenti. Il a atteint sa vitesse de croisière et ne compte pas ralentir le rythme d'ici le 10 juin.* »

Soit, mais est-ce le seul fait du hasard si les dossiers politiques sensibles (réforme des intercommunales - singulière-

ment celles actives dans le secteur de l'énergie - fonds des communes...) sont bloqués ? Pour Pascal Delwit, politologue à l'ULB, la réponse est claire : « *La campagne est tout sauf propice au traitement des dossiers complexes dans le plan politique. On est dans le cadre d'une gestion routinière.* »

**« La campagne est tout sauf propice au traitement des dossiers complexes sur le plan politique »**

Comment expliquer d'autre part les ordres du jour allégés du parlement ? Peu de commissions et encore moins de projets de décret « lourds » à se mettre sous la dent. Début mai, seul André Antoine soumettait un texte significatif - relatif aux infractions et aux sanctions en matière urbanistique - aux parlementaires et devait répondre à une trentaine de questions et interpellations. Pour le reste, le calme plat. Et la semaine prochaine s'annonce, elle aussi, très light.

Alors, en affaires courantes, le gouvernement wallon - une image, le parlement continuant d'exercer son contrôle ? « *La Ré-*

*gion est bel et bien en affaires courantes. Elle court pour réaliser ses objectifs* », répond André Antoine, profitant de l'occasion pour rappeler qu'hier jeudi, le gouvernement a lancé une nouvelle opération visant à aménager 5.000 ha de zonings pour éviter la saturation qui menace.

Ces propos font hurler Serge Kabla (MR, opposition) : « *Les ministres font tout pour donner l'impression qu'ils travaillent mais il ne faut pas se leurrer ; ils ont tous la tête sur la ligne du 10 juin.* » Même tonalité chez Marcel Cheron (Ecolo) : « *On est en affaires réduites. Le gouvernement annonce se battre pour la Wallonie mais ses ministres se présentent au fédéral. Entre le dire et le faire, il y a une sacrée distorsion. L'élection est encore moins lisible qu'avant. On ne sait plus qui est où. C'est un affaiblissement politique colossal. Le niveau régional en sort déformé. Les mandats y sont devenus sup- plévis.* »

Pas pour tout le monde vu le nombre de ministres wallons ayant déjà annoncé qu'en cas d'élection, ils ne siègeraient pas. Des attrape-voix quoi. ■

HUGUES DANZE

### LE GOUVERNEMENT WALLON

► Se présentent

► Ne se présentent pas



**Elio Di Rupo (PS)**  
1<sup>er</sup> effectif à la Chambre  
Hautain



**André Antoine (CDH)**  
1<sup>er</sup> effectif à la Chambre  
Brabant wallon



**Michel Daerden (PS)**  
1<sup>er</sup> effectif à la Chambre  
Liège



**Marie Arena (PS)**  
2<sup>e</sup> effectif à la Chambre  
Hainaut



**Philippe Courard (PS)**  
Deuxième suppléant au Sénat  
Luxembourg



**Marie-Dominique Simonek (CDH)**  
2<sup>e</sup> effectif à la Chambre  
Liège



**Christiane Vienne (PS)**  
2<sup>e</sup> effectif au Sénat  
Hainaut



**Benoit Lutgen (CDH)**  
2<sup>e</sup> effectif à la Chambre  
Luxembourg



**Jean-Claude Marcourt (PS)**

A tout portant

# « Ségolène Royal est à un tournant de sa campagne »



Pascal Delwit

Politologue, professeur à l'ULB

PROPOS RECUEILLIS PAR WILLIAM BOURTON

**Ségolène Royal, la candidate socialiste à l'élection présidentielle française, a dévoilé son programme dimanche. Comment l'avez-vous trouvée ?**

Elle s'est montrée assez conforme à ce que l'on attendait, avec un maintien de sa démarche (les cent mesures de son programme se voulant une synthèse de ses forums participatifs) et de certaines propositions socio-économiques, ou relativement sécuritaires.

**Elle est à la traîne dans les sondages. Sa prestation est-elle de nature à la relancer ?**

On est en tout cas clairement à un tournant de sa campagne ! Elle s'était fortement investie pour obtenir l'investiture du PS et, fatalement, elle a dû trouver un deuxième souffle. C'était, pour moi, un phénomène normal. En revanche, ce dont a pâti Ségolène Royal, c'est de ses maladresses en Chine ou au Proche-Orient, qui ont contribué à tout sauf à lui conférer la stature internationale qu'elle escomptait. Elle a malgré tout choisi de ne pas modifier son tempo ni son dispositif... On va voir dans les quinze prochains jours si elle est en mesure de rebondir ou, au contraire, si elle plafonne, comme on l'avait senti à un moment dans la campagne de Lionel Jospin en 2002. Une des grandes questions réside dans l'alchimie qu'elle va pouvoir nouer avec le PS. Nicolas Sarkozy a construit sa campagne autour d'un parti, qui est clairement derrière lui. En revanche, Ségolène Royal s'est d'emblée présentée comme la candidate qui n'était pas la candidate du parti, courant le risque que tout le monde ne se

*mobilise pas pour elle. Elle l'a bien senti ces dernières semaines, en lançant un appel aux « éléphants » du PS, afin qu'ils se mouillent un peu plus...*

**Vous l'avez dit : à côté de certaines propositions clairement estampillées « de gauche », Royal avance des mesures que ne renierait pas la droite, comme la création de centres éducatifs renforcés (si besoin avec un encadrement militaire) pour mineurs délinquants. Elle fait le grand écart ?**

Je pense que cela correspond à un certain nombre d'éléments auxquels elle croit. En insistant sur les problèmes de sécurité, ou d'éducation, elle espère sans doute ne pas se retrouver en difficulté comme l'avait été Jospin : non pas tellement sur les questions de sécurité proprement dites, mais sur l'agenda de la campagne, centré sur les questions de sécurité. En prenant les devants, elle peut espérer retourner l'agenda vers des questions a priori plus faciles pour la gauche, comme le chômage, les pensions ou le logement. Cela correspond à un pari électoral, qui est plutôt un pari sur le deuxième tour. En effet, en tout état de cause, dans l'hypothèse d'une confrontation Ségolène Royal-Nicolas Sarkozy, l'électorat « libéral-libertaire » ne votera pas Sarkozy... En revanche, ce qui a manqué à Jospin en 2002, c'est la mobilisation des couches populaires. Il y a, dans le chef de Ségolène Royal, une volonté de toucher ces milieux, à la fois par des mesures socio-économiques de gauche (comme la hausse du salaire minimum de 1.250 à 1.500 euros, par exem-

*ple), mais aussi par des propositions fermes en matière de société. Le risque, c'est de troubler l'électorat « libéral-libertaire » et de connaître une déperdition de voix au premier tour...*

**Au profit de qui ?**

Il y a deux possibilités. Soit au profit du centre, de François Bayrou. Soit au profit des candidats qui se situent à la gauche du PS : les candidats de l'extrême gauche (Olivier Besancenot, Arlette Laguiller, voire Marie-George Buffet) ou bien la candidate des Verts, Dominique Voynet. Mais l'autre risque est que l'électorat ne se mobilise tout simplement pas au premier tour, comme lors de la candidature de Lionel Jospin en 2002, avec alors une répétition du même scénario ! Il ne faut pas perdre de vue que, trois semaines avant le scrutin, alors que l'on entre dans une structure d'égalité de campagne, la courbe des deux principaux candidats s'affaisse toujours un peu...

**Les questions environnementales et écologiques sont devenues très sensibles. Ségolène Royal les a-t-elle correctement intégrées ?**

Je n'ai pas le sentiment que la différence entre elle et Nicolas Sarkozy va se faire sur ces questions-là. Ils en parleront parce qu'ils ne peuvent pas l'éviter ; les deux ont d'ailleurs signé le pacte de Nicolas Hulot... Mais l'électorat pour qui cette question est une priorité, soit n'ira pas voter au premier tour, soit votera Dominique Voynet. ■

► PP. 2 & 3 TEMPS FORT

12 février 2007